

Cahiers Odena

Au croisement des savoirs

Cahier n° 2009-05. Actes de colloque

REGARDS SUR LA RECHERCHE RELATIVE AUX POPULATIONS AUTOCHTONES DES VILLES

Sous la direction de :
Ioana Comat, Caroline Desbiens et Daniel Salée

Montréal 2009



REGROUPEMENT
DES CENTRES D'AMITIÉ
AUTOCHTONES DU QUÉBEC

DIALOG

Réseau de recherche et de connaissances
relatives aux peuples autochtones
Aboriginal Peoples Research and Knowledge Network

INRS

Université d'avant-garde



odena

ARUC - CURA

Les Autochtones et la ville au Québec: identité, mobilité, qualité de vie et gouvernance
Aboriginal Peoples in Québec Cities: Identity, Mobility, Quality of Life and Governance

Cahiers ODENA. Au croisement des savoirs

Cahier ODENA n° 2009-05. Actes de colloque

Titre : *Regards sur la recherche relative aux populations autochtones des villes du Québec*

Auteurs : Ioana Comat, Caroline Desbiens et Daniel Salée

Éditeur : Alliance de recherche ODENA, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

Lieu de publication : Montréal

Date : 2009

Ioana Comat

Candidate au doctorat en géographie à l'Université Laval. Stagiaire du réseau DIALOG

Caroline Desbiens

Professeure, Département de géographie, Université Laval.

Daniel Salée

Professeur, École des affaires publiques et communautaires, Université Concordia

Éditique

Céline Juin, INRS, Centre Urbanisation Culture Société

Révision linguistique

Catherine Couturier, INRS, Centre Urbanisation Culture Société

Diffusion

DIALOG. Le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones

Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société

385, rue Sherbrooke Est

Montréal, Québec, Canada H2X 1E3

reseaudialog@ucs.inrs.ca

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

225, Chef Max Gros Louis

Wendake, QC G0A 4V0

infos@rcaa.qc.ca

Organisme subventionnaire

L'Alliance de recherche ODENA est subventionnée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

Université d'accueil du Réseau DIALOG et de l'Alliance de recherche ODENA



ISBN : 978-2-89575-261-5

ISSN : 2291-4161 (imprimé)

ISSN : 2291-417X (en ligne)

Dépôt légal : 2009

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada



L'Alliance de recherche ODENA, à l'avant-garde de l'innovation sociale, offre des avenues alternatives dans la compréhension et la réponse aux défis individuels et sociétaux des Premiers Peuples au sein des villes du Québec. ODENA réunit des représentants de la société civile autochtone et des chercheurs universitaires engagés dans une démarche de coconstruction des connaissances afin d'améliorer la qualité de vie des Autochtones des villes et de renouveler les relations entre les Premiers Peuples et les autres citoyens du Québec dans un esprit d'égalité et de respect mutuel.

ODENA est une initiative conjointe de DIALOG – Le réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones et du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec; elle est financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (Programme des Alliances de recherche universités-communautés, 2009-2014). Nouvelle alliance de recherche partenariale et interdisciplinaire, ODENA vise à soutenir le développement social, économique, politique et culturel de la population autochtone des villes québécoises et à mettre en valeur l'action collective des centres d'amitié autochtones du Québec. Cette alliance privilégie la recherche de proximité, le partage continu des savoirs et leur inscription directe dans les initiatives de reconstruction sociale mises de l'avant par les instances autochtones concernées. Les chercheurs et partenaires autochtones de l'Alliance ODENA entretiennent quatre objectifs de recherche et d'action :

- Tracer un portrait d'ensemble de la situation sociale, économique, culturelle, politique et juridique des Autochtones des villes afin de se doter de nouveaux indicateurs et de nouveaux mécanismes pour planifier l'action.
- Caractériser et évaluer, à l'échelle de chacun des centres, les pratiques et les programmes afin de modeler l'offre de services et de renforcer les capacités.
- Comprendre les défis actuels en matière de pauvreté, de santé, de racisme, de discrimination, d'exclusion, d'inégalité et d'insécurité afin de diversifier et de consolider les interventions en développement social.
- Identifier les conditions d'une nouvelle participation citoyenne et mettre en valeur l'action collective autochtone.



| Table des matières |

Présentation : Contribuer à une meilleure compréhension des réalités autochtones en contexte urbain	1
IOANA COMAT, CAROLINE DESBIENS, DANIEL SALÉE	
Section 1 : Investir la ville sur les plans spatial et social : le cas de Val-d'Or.....	5
FRÉDÉRIQUE CORNELIER	
Section 2 : Le pavillon des Indiens du Canada d'Expo 67 : une étape vers l'affirmation politique et artistique amérindienne moderne	9
ANAÏS JANIN	
Section 3 : Les Autochtones en milieu urbain : étrangers de l'intérieur?	13
IOANA COMAT	
Section 4 : Similarités et différences chez les Autochtones à Val-d'Or.....	17
ANDRÉ GAGNON, SUZANNE DUGRÉ	
Section 5 : Le racisme et la discrimination à l'égard des jeunes adultes autochtones vivant en milieu urbain au Québec.....	21
KIM O'BOMSAWIN	
Section 6: Aboriginal People and the Cities: a Review of the Literature	25
CHRISTINE BAILLARGEON	
Section 7: Working Towards the Coproduction of Knowledge: the Experience of a Research Partnership Involving Aboriginal People in Québec Cities	31
CAROLE LÉVESQUE, ÉDITH CLOUTIER, JULIE CUNNINGHAM	



Présentation : Contribuer à une meilleure compréhension des réalités autochtones en contexte urbain

IOANA COMAT, CANDIDATE AU DOCTORAT, DÉPARTEMENT DE GÉOGRAPHIE, UNIVERSITÉ LAVAL
CAROLINE DESBIENS, PROFESSEURE, UNIVERSITÉ LAVAL
DANIEL SALÉE, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ CONCORDIA

Le présent recueil rassemble les conférences prononcées à l'occasion du colloque **Les Autochtones et la ville : l'émergence d'une nouvelle culture** organisé par DIALOG – Le réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones – (www.reseaudialog.ca) avec la collaboration de l'Alliance de recherche ODENA dans le cadre du 77^e Congrès annuel de l'Acfas; l'événement s'est tenu à l'Université d'Ottawa le 11 mai 2009. Dans le but de créer les conditions d'un dialogue entre les milieux universitaire et autochtone, ce colloque a rassemblé des universitaires, des leaders et des acteurs sociaux issus de différents horizons professionnels, institutionnels et disciplinaires. Autochtones et allochtones, étudiants comme chercheurs se sont ainsi livrés à un exercice de mobilisation des connaissances qui nourrit la mission de partage et de démocratisation des savoirs et des connaissances du réseau DIALOG et de l'Alliance ODENA. La présence récente des Autochtones en milieu urbain au Québec, comparativement aux autres provinces canadiennes, suscite des questionnements et des enjeux particuliers sur la base desquels la trentaine de participants du colloque ont échangé et appris. En plus de fournir des informations scientifiques inédites sur plusieurs projets de recherche en cours, la rencontre a été l'occasion de réfléchir sur les concepts et les théories traditionnellement associés à ce champ d'études et de repenser les modes de production de connaissances dans lesquels ils s'inscrivent.

Au cours des années 1990, la Commission royale sur les peuples autochtones a attiré l'attention sur la situation critique des Autochtones vivant en milieu urbain au Canada; il s'agissait d'une première à l'échelle du pays. Bien que quelques études produites dans les années 1970 et 1980 aient concerné cette population, le phénomène des Autochtones qui migraient vers les villes (par obligation ou par choix) retenait fort peu à cette époque l'attention des chercheurs et des décideurs, voire des leaders autochtones eux-mêmes. De nos jours, composant plus de 50 % de la population autochtone du Québec, les Autochtones des villes ne peuvent plus être ignorés; ils sont partie prenante des grands débats sociaux, politiques, économiques et juridiques qui engagent les peuples autochtones, considérés de manière globale.

Pourtant, le Québec fait face à un important déficit de connaissances en regard de cette population en nette croissance (elle est 16 fois plus nombreuse en 2008 qu'elle ne l'était en 1980, et s'est accrue en moyenne de 70 % entre 2001 et 2006, selon Statistique Canada), dont les besoins sont complexes, diversifiés et de plus en plus nombreux. Bien sûr, à travers les années, plusieurs études sectorielles ont été réalisées; elles ont ciblé une dimension ou une autre des réalités urbaines : de la santé à la marginalité, des trajectoires des femmes à l'emploi, du racisme à l'éducation, des relations entre Autochtones et non-autochtones à la violence (Cunningham, Lévesque *et al.* 2008, Dugré et Thomas 2008, Jaccoud et Brassard 2003, Lévesque 2003, Lévesque, Trudeau *et al.* 2001). Mais aucun bilan n'a encore été tenté afin de prendre la mesure et la portée des connaissances existantes, et trop rares sont les études qui ont intégré une visée d'application et d'intervention à leurs objectifs. Le déficit de connaissances se double donc d'un déficit d'outils, de mécanismes et de dispositifs pour que les résultats de la recherche en sciences sociales en regard de la situation des Autochtones

des villes contribuent à transformer les conditions de vie des premiers concernés, pour que la recherche serve par conséquent à caractériser les enjeux et défis contemporains, à orienter les décisions publiques et à mieux outiller les intervenants.

Comme le soulignait à juste titre David Newhouse en 2002, il est temps pour les chercheurs de changer la manière de penser et d'appréhender la question des Autochtones en milieu urbain, trop longtemps envisagée comme l'envers négatif de la vie dans les réserves ou les communautés. Comme d'autres auteurs l'ont aussi démontré (notamment Lévesque 2003, Peters 1996a; 1996b), la littérature scientifique fait largement état de ruptures avec la culture d'origine et de pertes d'identité. Newhouse invite donc les chercheurs à revoir leurs cadres d'analyse pour casser l'idée trop évolutionniste que les Autochtones des villes n'ont d'autre choix pour s'en sortir que d'être assimilés à la société dominante; même le terme « urbanisation » doit être remplacé, souligne-t-il, car il véhicule l'idée d'une dépossession culturelle à cause des contextes colonialistes dans lesquels il a été utilisé par le passé. Loin de s'assimiler, contrairement d'ailleurs aux prévisions des observateurs des années 1970 et 1980, ces Autochtones sont aujourd'hui engagés collectivement dans une démarche d'affirmation et de redéfinition de leurs relations avec la ville et cherchent les moyens de faire reconnaître leur place légitime à l'intérieur de ces frontières.

Une nouvelle culture autochtone urbaine est en émergence, à l'image de cette nouvelle modernité autochtone (*Aboriginal modernity*) qui est à l'œuvre à l'échelle du Canada (Newhouse 2008), et ce sont les termes de cette culture moderne qu'il importe de circonscrire et de comprendre afin d'agir efficacement. Cette approche ne perd pas de vue pour autant les difficultés auxquelles fait face une part grandissante de la population autochtone urbaine faute de ressources suffisantes, faute de politiques et de programmes adéquats, faute d'instruments de connaissance ciblés pour fonder les actions et les interventions; elle ne perd pas de vue les situations d'exclusion et de discrimination qui se manifestent de multiples manières et se multiplient au fur et à mesure que la présence autochtone est plus visible et occupe une place importante. Bien au contraire, semblable approche incite à accroître l'effort de recherche, mais à la condition de revoir le rôle des Autochtones dans la production de nouvelles connaissances.

Bibliographie

- COMMISSION ROYALE SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES (CRPA). 1996. *Rapport de la Commission royale sur les Peuples autochtones*. Commission royale sur les peuples autochtones, Ottawa. www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/sg/cg_f.html, Consulté le 2007-09-17.
- CUNNINGHAM JULIE, CLOUTIER ÉDITH, LÉVESQUE CAROLE ET SUZANNE DUGRÉ. 2008. *Les Autochtones et la lutte contre la pauvreté. États des lieux au Québec et regards d'intervenants*. Cahiers ODENA DIALOG, Montréal.
- DUGRÉ SUZANNE, DANIEL THOMAS *et al.* 2007. *Les relations entre les Autochtones et les Allochtones à Val-d'Or*. Conférence présentée au Laboratoire de recherche pour le soutien des communautés (LARESCO), UQAT.
- JACCOUD MYLÈNE ET RENÉE BRASSARD. 2003. La marginalisation des femmes autochtones à Montréal, *in* David Newhouse et Evelyn Peters (dir.), *Des gens d'ici. Les Autochtones en milieu urbain* : 25-37. Ottawa : Programme de Recherche sur les politiques.
- LÉVESQUE CAROLE. 2003. La présence des Autochtones dans les villes du Québec : mouvements pluriels, enjeux diversifiés, *in* David Newhouse et Evelyn Peters (dir.), *Des gens d'ici. Les Autochtones en milieu urbain* : 25-37. Programme de Recherche sur les politiques, Ottawa.
- LÉVESQUE CAROLE, TRUDEAU NADINE, JOSÉPHINE BACON *et al.* 2001. *Les femmes autochtones et l'emploi. Défis et enjeux des programmes d'employabilité*. Ottawa : Condition Féminine Canada, 116p.
- NEWHOUSE DAVID. 2008. Economic and Social Development Issues, *in* *Emerging Realities of Métis, Non-Status and Urban Aboriginal Populations: Building a New Policy Research Agenda*. Report on Colloquium, Carleton University, Ottawa.
- NEWHOUSE DAVID. 2002. The Development of Modern Aboriginal Societies, *in* R.F. Laliberte, P. Sette, J. B. Waldram *et al.* (dir.), *Expressions in Canadian Native Studies* : 395-409. Saskatoon: University Extension Press.
- PETERS EVELYN. 1996a. Aboriginal People in Urban Areas, *in* D. A. Long et O. P. Dickason (dir.) *Visions of the Heart. Canadian Aboriginal Issues* : 305-333. Toronto: Harcourt Brace & Company.
- PETERS EVELYN. 1996b. « Urban » and « Aboriginal »: An Impossible Contradiction, *in* J. Caufield et L. Peake (dir.), *City Lives and City Forms : Critical Research and Canadian Urbanism* : 47-62. Toronto: University of Toronto Press.



Section 1 : Investir la ville sur les plans spatial et social : le cas de Val-d'Or

FRÉDÉRIQUE CORNELIER, CANDIDATE À LA MAÎTRISE EN ANTHROPOLOGIE, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Dans le cadre de mon projet de recherche, j'ai décidé d'en apprendre davantage sur le quotidien des Autochtones de Val-d'Or, ma ville d'origine, en me posant la question suivante : comment vivent-ils la ville socialement et spatialement? Ce qui ressort de l'analyse des données recueillies, c'est qu'il existe une structure sociale qui caractérise les Autochtones de Val-d'Or. J'ai de plus constaté l'émergence d'une classe sociale distincte au sein de la communauté autochtone urbaine. Ces deux aspects viendront répondre à mon questionnement initial à savoir si nos faibles connaissances des réalités autochtones proviennent de l'invisibilité des Autochtones au Québec ou plutôt du cloisonnement de chacun des deux mondes, autochtone et allochtone.

1.1 La famille au cœur des réseaux sociaux

Tout d'abord, la famille joue un rôle essentiel pour les Autochtones qui habitent à Val-d'Or, et est au cœur de leurs réseaux sociaux. Comme peu d'écrits s'intéressent aux rapports sociaux qu'entretiennent les Autochtones en milieu urbain, un détour s'impose par les réserves. Les écrits de Mailhot (1993), d'Eveno (2003) et de Bousquet (2005) ont servi de point de départ à ma compréhension de la place qu'occupe la famille chez les Innus et les Algonquins. Mailhot explique le vaste système de parenté présent chez les Innus par l'étendue terminologique de ces liens de parenté : ces liens sont nombreux et dépassent les frontières de la communauté de résidence des individus. Eveno dit à ce sujet « [qu'il] y a une importante circulation des individus [...], créant ainsi de nombreux liens de parenté d'un village à l'autre » (2003 : 273). Dans le cas des Algonquins, Bousquet décrit la vie sur une réserve et en vient à dire que les relations sociales dans une communauté « [...] semblent fonctionner en priorité [...] sur des critères de consanguinité » (2005 : 162).

Concernant le milieu urbain, l'article de Brownlie soulève que les Amérindiens nouvellement installés en dehors des réserves établissent le même modèle d'entraide qu'ils vivaient en réserve (2006 : 40). McCaskill mentionne quant à lui que « [...] l'établissement d'un réseau de parenté chez les Autochtones urbains représenterait une reproduction logique des interactions sociales qui prennent place dans les réserves » (1981 : 86, ma traduction). Finalement, Weibel-Orlando souligne que la parenté est considérée comme un principe d'organisation sociale dans les cultures amérindiennes. Bref, ces auteurs démontrent que la parenté demeure une valeur fondamentale en milieu urbain, ce que mes données confirment pour les Autochtones de Val-d'Or.

La famille est présente à différentes étapes de la vie et remplit alors le rôle de soutien pour les individus. Le réseau social de Geneviève, une Autochtone de 38 ans, tourne véritablement autour de sa famille : « [...] j'ai des tantes, c'est comme des grandes soeurs pour moi [...]. C'est vrai qu'on est très liés [...], autant dans les moments durs que les moments joyeux. Une naissance, on se rassemble tous. Ça fait que c'est mon réseau. Oui, c'est mon soutien. » Geneviève n'est pas la seule à tenir ce discours. D'après les dires des Autochtones rencontrés, la famille comprend leur vécu, surtout lorsqu'il est question

d'appartenance et d'identité. C'est d'ailleurs grâce à la famille qu'il y a une transmission identitaire et culturelle. Brandon, un jeune homme de 18 ans, se sent à l'aise en famille; il se sent Autochtone et il en est fier.

À l'intérieur de ce réseau familial, on comprend rapidement que les enfants représentent la priorité des autochtones. Ils sont au cœur de la vie sociale en étant présents lors des activités familiales et communautaires. Certains Autochtones, comme Jacinthe, déménagent à Val-d'Or pour offrir à leurs enfants une meilleure éducation. En contrepartie, la famille peut parfois être étouffante par sa présence. Mais avant tout, les parents autochtones que j'ai rencontrés m'assurent que ce qu'ils veulent, c'est de protéger leurs enfants de situations discriminatoires.

Finalement, un dernier aspect concernant la famille mérite l'attention. Malgré la distance qui sépare parfois les membres d'une famille, les individus ne perdent pas contact entre eux. Certains écrits se consacrent d'ailleurs à cette mobilité, comme c'est le cas d'articles de Darnell (2004 et 2005). L'auteure associe la mobilité des Algonquins entre la ville et la réserve avec leurs stratégies de subsistance traditionnelles, notamment le nomadisme. Pour ma part, j'ai effectivement constaté qu'un va-et-vient entre la ville et la réserve se produit. Toutefois, je crois que cette mobilité s'applique particulièrement aux Amérindiens urbains de première génération, c'est-à-dire que les nouveaux arrivants autochtones en milieu urbain vont fréquemment retourner dans leur réserve d'origine pour des périodes de durée variable. La deuxième génération, quant à elle, pratique moins ces allers-retours. Finalement, cette mobilité est presque nulle pour la troisième génération.

1.2 Une classe élite bien présente

Jusqu'à maintenant, j'ai démontré que la famille est le noyau social central autour duquel les Autochtones interagissent entre eux. Mais une autre facette délimite les particularités de cette communauté urbaine. Pendant mon séjour estival à Val-d'Or, j'ai remarqué qu'une classe sociale distincte prend forme au sein de la communauté autochtone urbaine de Val-d'Or. Peu d'écrits s'intéressent à ce phénomène; les populations autochtones sont souvent perçues comme un « bloc » homogène et semblable.

Wotherspoon (2001) traite de la notion de classe sociale et l'applique aux Autochtones en milieu urbain. Il définit cette nouvelle classe moyenne de la sorte : « Ces classes se distinguent, non comme des classes déterminées, mais plutôt en raison de leur rôle intermédiaire et potentiellement stratégique entre les classes [...] » (2001 : 161) De façon plus palpable, il spécifie que les emplois qui font référence à cette classe sociale demandent habituellement à l'individu d'entrer en relation avec d'autres personnes (Wotherspoon 2001). Lorsqu'on pose notre regard sur Val-d'Or, on constate que des Autochtones détiennent des postes d'administrateurs au sein de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), d'agents de projets, de directions pour le CAAVD, de député, et j'en passe. À Val-d'Or, ces Autochtones engagés deviennent des modèles pour la communauté autochtone. Ils se battent sur tous les fronts et font partie de plusieurs instances, ce qui les rend visibles dans l'ensemble de la ville.

En détenant des postes clés, ces Autochtones urbains en viennent à posséder un certain statut aux yeux de la communauté autochtone et allochtone. Ils se retrouvent à créer un « pont » entre les deux cultures présentes sur le territoire valdorien. En plus, ils deviennent les porte-parole des cultures autochtones. Ils sont appelés entre autres lors de conférences

et de formations professionnelles. Bref, ils sensibilisent les gens aux réalités autochtones, ce qui est d'ailleurs quelque peu contradictoire puisqu'ils ne vivent pas nécessairement les mêmes réalités que la majorité des autochtones urbains. Ce constat est notamment visible dans leur fréquentation de lieux différents.

De plus, il ne faut pas passer sous silence la pression sociale qui accompagne souvent cette position. Ces modèles sociaux ne doivent pas décevoir les membres, tant au niveau professionnel que personnel. Les lieux qu'ils investissent sont d'ailleurs influencés par cette sphère privée/publique. Les Autochtones s'ingèrent beaucoup dans la vie personnelle de cette nouvelle classe moyenne en critiquant ou en émettant leurs opinions quant à leurs actions professionnelles et personnelles. À ce sujet, les propos de Josée sont clairs : « C'est toujours l'image. [...] Il y a beaucoup d'ingérences. Ils ne font pas la nuance entre ta vie professionnelle et ta vie privée, personnelle. » Ils doivent donc constamment garder en tête qu'ils sont des modèles pour la communauté. C'est d'ailleurs cette ingérence qui explique en partie l'expérience spatiale qu'ils ont de la ville. En effet, cela entraîne une non-fréquentation de certains lieux, ou encore, la fréquentation de lieux où l'on sait qu'on ne croisera pas d'Autochtones de l'autre classe sociale afin de ne pas être jugé.

1.3 Conclusion

C'est donc dire que d'une part, la famille occupe un rôle essentiel dans les dynamiques sociales des autochtones urbains. D'autre part, au sein de cette communauté autochtone de Val-d'Or, on constate l'émergence d'une classe élite qui ne fréquente pas les mêmes lieux que la majorité des Autochtones. Je termine en revenant brièvement sur la notion de cloisonnement des deux mondes évoquée en introduction. La classe élite, en faisant un « pont » entre les deux cultures présentes à Val-d'Or, permet les contacts. Il demeure cependant que d'autres initiatives devront voir le jour afin de diminuer l'écart qui sépare les Autochtones et les allochtones. Heureusement, quelques situations augurent que de ces deux réseaux parallèles vont se rapprocher, notamment lorsque l'on voit un groupe de jeunes adolescents autochtones et allochtones se côtoyer.

Bibliographie

- BOUSQUET MARIE-PIERRE. 2005. La production d'un réseau de sur-parenté : histoire de l'alcool et désintoxication chez les Algonquins, *Drogues, santé et société* 4 (1) : 129-173.
- BROWNLIE, ROBIN JARVIS. 2006. A better citizen than lots of white men : First Nations Enfranchisement. An Ontario Case Study, 1918-1940, *The Canadian Historical Review* 87 (1) : 29-52.
- DARNELL REGINA. 2004. The Persistence of Nomadic Habits in Urban-Rural Migration : Towards a Qualitative Demography, in H.C. Wolfart (dir.), *Papers of the 35th Algonquian Conference* : 75-89. Winnipeg : University of Manitoba.
- DARNELL REGINA ET MARIA CRISTINA MANZANO MUNGUÍA. 2005. Nomadic Legacies and Urban Algonquian Residence, in H.C. Wolfart (dir.), *Papers of the 36th Algonquian Conference* : 173-186. Winnipeg : University of Manitoba.
- EVENO STÉPHANIE. 2003. *Le suicide et la mort chez les Mamit-Innuat*. Paris : L'Harmattan.
- MAILHOT JOSÉ. 1993. *Au pays des Innus : les gens de Sheshatshit*. Montréal : Recherches amérindiennes au Québec.
- MCCASKILL DON. 1981. The Urbanization of Indians in Winnipeg, Toronto, Edmonton, and Vancouver : A Comparative Analysis, *Culture* 1 (1) : 82-89.
- WEIBEL-ORLANDO JOAN. 1991. *Indian Country, L.A. : Maintaining Ethnic Community in Complex Society*. Chicago : University of Illinois Press.
- WOTHERSPOON TERRY. 2001. Perspectives d'une nouvelle classe moyenne parmi les peuples autochtones, in David Newhouse et Evelyn Peters (dir.), *Des gens d'ici. Les Autochtones en milieu urbain* : 146-164. Ottawa : Projet de recherche sur les politiques.



Section 2 : Le pavillon des Indiens du Canada d'Expo 67 : une étape vers l'affirmation politique et artistique amérindienne moderne

ANAÏS JANIN, CANDIDATE AU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE, UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Lors de cette communication, je présenterai le pavillon des Indiens du Canada d'Expo 67 du point de vue de son importance sociale, historique et artistique. Mon propos est relié à une recherche personnelle effectuée à l'hiver 2007. Ce pavillon revêt une grande importance pour les Premières Nations, car il fut le premier espace d'expression identitaire alliant un discours politique dénonçant leurs conditions de vie et les trahisons historiques, avec un langage artistique renouvelé basé sur les différentes traditions artistiques. Il fut aussi le premier projet construit et conçu par les Premières Nations dans le cadre montréalais. Après avoir tracé le contexte sociopolitique et historique, je présenterai les œuvres et le contenu du pavillon.

2.1 Contexte sociopolitique et historique

Contexte général

Ce projet fut mis en place à la suite du renouveau de la conscience autochtone qui commença dans les années 1960, qui visait à contrer le projet d'assimilation organisé dès la fin du 19^e siècle avec la *Loi sur les Indiens*. Cette loi, dont la première mouture fut adoptée en 1869, avait pour but d'« émanciper » les Indiens de leur mode de vie traditionnel pour qu'ils soient assimilés dans la société canadienne. Le renouveau social et politique des Autochtones commence dès la fin de la Première Guerre mondiale avec la création de plusieurs organismes qui ne purent prendre leur envol, car le Canada interdisait les activités politiques aux Premières Nations. Après la Seconde Guerre mondiale, la Fraternité des Indiens d'Amérique du Nord connut le même sort. Il a fallu attendre les années 1960 et le processus de décolonisation pour que le Conseil National des Indiens, qui représentait les Indiens inscrits, les Indiens non-inscrits et les Métis, voient le jour et puisse s'implanter dans le paysage politique canadien. Ce mouvement évolua avec le temps pour se scinder en deux groupes : la Fraternité nationale des Indiens, dédiée aux Indiens inscrits, et le Conseil des Autochtones canadiens, mis en place par les Métis et les Indiens non-inscrits. Ces deux regroupements avaient pour objectif de faire des pressions sur le gouvernement canadien pour qu'il reconnaisse leurs droits. Le premier devint l'Assemblée des Premières Nations en 1982. Cela permit l'émergence d'un mouvement politique autochtone qui aboutit au pavillon réalisé pour l'Exposition universelle de 1967, cristallisation de ce processus politique et social mis en place dès le début de la décennie. Ce pavillon servit aussi à affirmer la spécificité des Autochtones, tout en leur permettant de prendre la parole sur le plan national et international.

Le contexte de l'Exposition universelle

Le pavillon des Indiens du Canada fut construit pour l'Exposition universelle de 1967 de Montréal, qui soulignait les cent ans de la Confédération canadienne. L'Exposition avait pour objectif de présenter le monde comme une communauté mondiale, composée d'identités différentes, représentées par les pavillons nationaux, qui alliaient objets et dégustation de mets typiques de chaque pays. Lors des six mois d'ouverture, entre avril et octobre 1967, le

public put visiter différents pays par l'entremise des pavillons. Le pavillon des Indiens du Canada permit ainsi aux millions de spectateurs de découvrir ces différents peuples méconnus et leur histoire difficile.

2.2 Le pavillon des Indiens du Canada

Le pavillon des Indiens du Canada fut installé entre celui des Provinces atlantiques et des Nations Unies, à l'ouest de l'île Notre-Dame. La seule trace qui en reste aujourd'hui est le mât totémique d'Henry et de Tony Hunt, qui est placé à l'endroit où le pavillon se tenait. Au départ, la culture amérindienne devait faire partie du pavillon du Canada, situé à proximité, comme cela était le cas avec le pavillon des États-Unis. Par la suite, il gagna son indépendance grâce aux pressions du Conseil National des Indiens, ancêtre de l'Assemblée de Premières Nations, et à l'intervention de Marcel Lessard, député à la Chambre des communes, qui demanda s'il y aurait un pavillon spécifique pour les premiers habitants du Canada.

Il s'agit du premier projet entièrement réalisé par les Premiers Peuples, même s'il a été financé par le gouvernement fédéral. La volonté du ministère des Affaires indiennes de décider du contenu de l'exposition intérieure entraîna ainsi une levée de boucliers. Finalement, la conception du pavillon, tant sur le plan de son architecture que de son contenu, fut complètement prise en main par les Amérindiens, même si le financement venait du ministère. Cela alimenta les controverses tout au long de l'Exposition, car le pavillon critiquait le Canada et ses politiques assimilatrices. Des réactions importantes provenèrent également de la part du public, dont celle d'une femme qui exprima, après avoir vu le panneau parlant de l'école comme lieu d'assimilation, qu'elle « ne resterait pas ici » (Lamirande 1997 : 13).

Le pavillon voulait être une métaphore de l'art et de la culture autochtone par sa construction et son installation. Il comprenait un petit étang pour signifier l'importance de l'eau pour les Autochtones (déplacements, mode de vie), de même que deux canots d'écorce. L'espace central prenait la forme d'un tambour, instrument au cœur de la culture autochtone; le tout était surmonté d'une forme triangulaire rappelant la tente des nations des Plaines, très reconnaissable pour le grand public.

De manière générale, le pavillon voulait montrer les diverses formes artistiques produites par ces différentes nations, allant de l'artisanat à la peinture, afin de parler de l'inventivité et de la modernité de celles-ci. L'exposition intérieure, plus historique, présentait leur rapport avec l'environnement, leur mode de vie ancestral, ainsi que leur adaptation difficile à la société dominante non autochtone.

Le pavillon permettait aussi de démontrer que la culture ancestrale et ses différents mythes et symboles restaient encore présents, même si on avait voulu les éradiquer avec la *Loi sur les Indiens*. Les concepteurs – Andrew T. Delisle (Mohawk), Reginald Kelly (Mohawk) et Russell C. Moses (Haïda), ainsi qu'un groupe de quinze personnes issues de différentes communautés amérindiennes du Canada et membres du conseil exécutif de l'Indian Brotherhood (maintenant Assemblée des Premières Nations) – voulaient interpeller le spectateur, afin de changer les mentalités comme l'exprimait T.R. Kelly : « si cela choque certains visiteurs, cela signifiera que notre message est transmis. » (*Le Devoir*, 1^{er} mai 1967).

Pour y parvenir, Andrew Delisle fit une tournée de consultation dans les différentes communautés entre 1965 et 1966. Il avait apporté la maquette du pavillon et demanda aux membres des communautés quels artistes en art visuel ils voudraient y voir présentés. Le pavillon fut donc le « point tournant [dans] l'histoire de l'expression artistique autochtone » (MCC 2005).

On pouvait y voir les œuvres de différents artistes amérindiens issus de tout le Canada : Norval Morrisseau (Ojibwa), Alex Janvier (Déné), Tom Hill (Mohawk), Georges Clutesi (Tseshaht), Gerald Tailfeathers (Pieds-noirs), Noel Wuttunee (Cree), Ross Woods, Francis Kagige (Ojibwa) ou Jean-Marie Gros-Louis (Wendat), ainsi que Henry Hunt et son petit-fils Tony Hunt (Kwakiutl). Il y eut aussi différentes animations artistiques improvisées, dont des groupes de musique qui jouaient à côté du pavillon. Ceci est d'une grande importance dans l'appréhension et la compréhension des Autochtones, de même que pour la remise en question de l'idée courante qui dépeignait les Amérindiens comme faisant partie du passé et appartenant tous à la même culture folklorique issue des films hollywoodiens. On remarque que la plupart des artistes qui y furent présentés eurent une place importante dans l'histoire de l'art autochtone et firent valoir une nouvelle approche artistique en résonance avec leur histoire.

Bibliographie

- BERLO JANET ET RUTH PHILLIPS. 1998. *Native North American Art*. Oxford : Oxford University Press.
- BRYDON SHERRY. 1997. The Indians of Canada pavilion at Expo 67, *American Indian Art* 22 (3) : 55-63.
- COMMISSION ROYALE SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES (CRPA). 1996. *Rapport de la Commission royale sur les Peuples autochtones*. Commission royale sur les peuples autochtones, Ottawa. www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/sg/cg_f.html, Consulté le 2007-09-17.
- DICKASON OLIVE PATRICIA. 1972. *Arts indiens au Canada*. Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canada, Ottawa.
- KRÖLLER EVE-MARIE. 1997. Expo 67 : Canada's camelot, *Canadian Literature* 36 : 37-51.
- MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS (MCC). 2005. L'art comme l'expression du groupe. Exposition virtuelle Les Premiers Peuples. <http://www.civilisations.ca/cmcc/exhibitions/aborig/fp/fpz4h01f.shtml>
- MARTIN LEE-ANN. 2005. *Au fil de mes jours*. Québec : Musée national des Beaux-Arts du Québec.
- MARTIN LEE-ANN. 1993. *The Art of Alex Janvier : his first thirty years, 1960-1990*. Thunder Bay : Thunder Bay Art Gallery.
- RUTHERDALE MYRA ET JIM MILLER. 2006. « It's our country » : first nations' participation in the Indian pavilion at expo 67, *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la société historique du Canada* 17 (2) : 148-173.
- WADE EDWIN L. (dir.). 1986. *The arts of North American Indian, Native traditions in evolution*. New York : Hudson Hills Press.



Section 3 : Les Autochtones en milieu urbain : étrangers de l'intérieur?

IOANA COMAT, CANDIDATE AU DOCTORAT EN GÉOGRAPHIE CULTURELLE, UNIVERSITÉ LAVAL

Géographe de formation, j'ai beaucoup travaillé auprès de plusieurs communautés (sourde en France et au Québec, francophone à Beijing – Chine –, autochtone à Montréal). Grâce à un travail de partenariat avec ces groupes, j'ai tenté de saisir les modalités pratiques et symboliques qui pouvaient définir leur rapport à l'espace urbain. Ainsi, j'ai déjà pu mettre en valeur le rôle clé joué par certains lieux dans la formation des réseaux et dans les processus d'institutionnalisation. Autrement dit, j'étudie la construction de l'entité « communauté » en fonction du contexte spatial propre à chaque ville, tout en la replaçant dans une perspective historique et politique. Actuellement au stade exploratoire d'un doctorat en cotutelle franco-québécoise, je m'intéresse à la situation des Autochtones vivant à Montréal. L'objet de ma participation à l'Acfas a été d'exposer le cheminement théorique préliminaire que j'ai suivi, afin de saisir les enjeux identitaires soulevés par la présence autochtone en milieu urbain.

Selon le recensement de 2006, plus de 45 % des membres des Premières Nations et des Inuit vivent hors réserve au Québec (Statistique Canada 2008), un nombre qui doublerait d'ici 2016 (CRPA 1993). Cette présence significative en milieu urbain tend à être désignée par l'expression « communauté autochtone urbaine » (notamment Lévesque 2003, RCAAQ 2006; 2008; 2009), en dépit de la diversité culturelle propre aux Premières Nations et aux Inuit du Québec. La question du pourquoi d'un tel amalgame culturel s'est alors posée. Dans l'optique d'y répondre, il m'a semblé nécessaire de replacer cette présence urbaine dans une perspective tenant compte de la double dimension des relations permises par la fréquentation des lieux urbains, soit les échanges entre Autochtones, de cultures différentes, et ceux avec les autres communautés culturelles, que l'on appellera génériquement les non-autochtones.

Dans l'une ou l'autre de ces situations s'impose le thème de l'interculturalité. D'une part l'appellation « communauté autochtone urbaine de Montréal » est explicable par l'altération des statuts juridiques consécutive à la décision de quitter leur communauté d'origine. Les migrations urbaines se traduisent en effet par une nouvelle posture sociale, partagée par tous (Indiens inscrits, non inscrits, Inuit et Métis), résultat d'un certain laxisme gouvernemental en matière de politiques publiques. Cette uniformisation juridique contribue à créer ce que l'on peut appeler une communauté de destin, dont les membres partagent certaines conditions de vie. De même, ce vide juridique semble permettre le dépassement de l'appartenance à une communauté, vers l'émergence d'un sentiment de rapprochement culturel. D'autre part, la coprésence permise en ville avec les non-autochtones introduit aussi des interférences identitaires. Le regard des Autres nous fonde en partie dans l'image que nous nous faisons de nous-mêmes. Par leur présence en ville, les personnes sont reconnues comme des « Autochtones » par les citoyens appartenant à d'autres communautés culturelles. C'est pourquoi la cohabitation, en milieux urbains, contribue à renforcer la catégorie sociale, émanant de la société d'accueil, nommée « Autochtones », et non pas Innu, Inuit, Attikamekw, etc. L'arrivée en ville cristallise ainsi davantage l'image des Autochtones comme « envers du Blanc » (Simard 2003). C'est ici que la figure de l'Étranger, développée par Georg Simmel, semble pertinente pour penser, en termes d'interaction, le rapport constructeur d'identité entre le monde autochtone et le monde non autochtone. Cette

idée doit être associée à la situation des Autochtones urbains avec certaines précautions. Ils ne proviennent pas d'un pays d'origine autre, car ils n'ont pas fait l'objet d'une migration internationale. Mais ils sont étrangers dans leur propre pays, le Canada, et dans un milieu, la ville. Leur pays d'origine serait principalement la communauté d'origine, un monde totalement différent du milieu urbain. Il est ainsi possible d'évoquer la présence autochtone urbaine en termes de « diaspora » (RCAAQ 2006).

Si la figure de l'Étranger est pertinente pour penser la situation identitaire des Autochtones des villes, c'est parce qu'elle fait référence à une position d'entre-deux. Ce statut construit trouve son sens lorsqu'on le replace dans la perspective de l'esprit de l'interculturalité tel que véhiculé par les politiques québécoises. Créée pour désigner des phénomènes liés à l'immigration, cette notion peine aujourd'hui à sortir du cadre de cette thématique. Ce constat explique pourquoi, quand il s'agit du projet démocratique du vivre ensemble, le dossier autochtone est souvent écarté des débats sur l'interculturalité comme cela s'est produit avec la Commission Bouchard-Taylor. Pourtant, historiquement, les Autochtones ne restent pas moins les premières cibles des politiques d'assimilation. Seulement, ils ne sont pas des immigrants, puisqu'ils n'ont pas fait l'objet d'une mobilité internationale. Ils sont plutôt considérés comme des migrants intranationaux. C'est pourquoi ils revêtent tous les critères liés à la figure de l'immigré, mais sans toutefois disposer formellement de ce statut juridique. De fait, la situation liminale des Autochtones en ville, oscillant entre appartenance à une communauté et cohabitation à la fois avec les non-autochtones et les Autochtones, renforce leur situation « d'Étrangers de l'intérieur ». Dans cette optique, le dépassement de l'identité culturelle, soit une identité de fait, par une identité ethnique (Kishigami 2002), plus politisée, traduit la volonté de s'adapter aux logiques de fonctionnement de la société civile canadienne, dans un pays prêt à valoriser les différences ethniques dans une optique multiculturelle. Face à cette stratégie identitaire, il est possible de se demander où s'arrêtent les frontières sociales et intégratives de la société interculturelle québécoise. C'est tout l'objet de mon doctorat, qui s'attachera à comprendre comment les membres de la communauté autochtone de Montréal vivent spatialement l'interculturalité au quotidien, ainsi que ses implications dans la construction d'une identité autochtone contemporaine renouvelée.

Bibliographie

- COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES. 1993. Aboriginal Peoples in Urban Centers, *in Report of the National Round Table on Aboriginal Urban Issues*, Minister of Supplies and Services, Ottawa.
- KISHIGAMI NOBUHIRO. 2002. Inuit Identities in Montréal, Canada, *Études/Inuit/Studies* 26 (1) : 183-191.
- LÉVESQUE CAROLE. 2003. La présence des Autochtones dans les villes du Québec : mouvements pluriels, enjeux diversifiés, *in* David Newhouse et Evelyn Peters (dir.) : *Des gens d'ici. Les Autochtones en milieux urbains* : 25-37. Ottawa : Programme de recherche sur les politiques.
- REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC. 2009. *Pashkabigoni. Une histoire remplie de promesses*. RCAAQ, Wendake.
- REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC. 2006. *Les Autochtones en milieu urbain : une identité revendiquée*. www.rcaaq.info/index_fr.html, consulté le 2009-03-25.
- REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC. 2008. *Évaluation des besoins des Autochtones qui composent avec la réalité urbaine de Montréal*. www.rcaaq.info/index_fr.html, consulté le 2009-03-25.
- SIMARD JEAN-JACQUES. 2003. *La réduction. L'Autochtone inventé et les Amérindiens d'aujourd'hui*. Québec : Septentrion.
- SIMMEL GEORG. 2004 [1908]. Digression sur l'étranger, *in* Y. Grafmeyer et I. Joseph (dir.), *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. Paris : Flammarion.
- STATISTIQUE CANADA. 2008. *Profil de la population autochtone, 2006*. Gouvernement du Canada, Ottawa.



Section 4 : Similarités et différences chez les Autochtones à Val-d'Or

ANDRÉ GAGNON, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
SUZANNE DUGRÉ, PROFESSEURE, UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Ville de services de taille moyenne (environ 30 000 habitants), Val-d'Or constitue un espace de proximité pour plusieurs Autochtones. En 2006, 805 personnes déclaraient avoir une identité autochtone, soit 2,6 % de la population totale. En plus de ces résidents permanents, Val-d'Or attire, en tant que centre d'activités et de services, des personnes des communautés algonquines environnantes (Lac-Simon, Kitcisakik) ainsi que des communautés autochtones des territoires cris de la Baie-James (Eeyou Istchee). Ces gens y viennent régulièrement et y séjournent de façon temporaire ou pour de plus longues périodes. On estime, par exemple, que plusieurs milliers de personnes des communautés cries et algonquines fréquentent annuellement les services de santé situés à Val-d'Or.

Plus récemment, la formation postsecondaire offerte à des clientèles autochtones s'est ajoutée comme raison de séjour. L'intensification de la présence autochtone à Val-d'Or au cours des 30 dernières années influe sur les relations entre les Autochtones et la majorité non autochtone ainsi qu'entre les groupes autochtones. Ce constat est à la base d'un projet de recherche visant à identifier les facteurs déterminants de la qualité des relations existant entre Autochtones et non-autochtones à Val-d'Or. Cet objectif a été traité en quatre volets, soit l'analyse : a) de l'organisation territoriale; b) des politiques des institutions publiques; c) des politiques et des actions des associations volontaires présentes à Val-d'Or; d) des perceptions d'un large échantillon de la population valdorienne (autochtone et non autochtone). Le but de cette communication est de présenter les similarités et les différences entre les Autochtones résidant à Val-d'Or et ceux de passage, mises en lumière lors des entrevues auprès de la population.

4.1 Les personnes rencontrées

Cette communication rapporte les résultats d'entrevues réalisées auprès d'un échantillon de 111 Autochtones de passage (n = 67; 29 femmes et 38 hommes) ou résidant à Val-d'Or (n = 44; 28 femmes et 16 hommes). L'âge moyen des résidents est de 33,6 ans et de 34,7 ans pour les gens de passage. Les résidents habitent Val-d'Or depuis 9,8 ans en moyenne, alors que les personnes de passage viennent en ville, en moyenne, 7,7 fois par mois. La première langue apprise est une langue autochtone (algonquin, cri ou inuktitut) pour 77 % des personnes de passage et pour 39 % des résidents. Par ailleurs, la principale langue d'usage à la maison est une langue autochtone chez 69 % des personnes de passage et chez 27 % des résidents. En ce qui concerne la scolarité, les deux groupes d'Autochtones sont assez semblables. Ainsi, parmi les résidents, 41 % ont une scolarité de niveau primaire, 21 % de niveau secondaire et 38 % de niveau postsecondaire. Parmi les personnes de passage, les proportions sont de 47 % de niveau primaire, 26 % de niveau secondaire et 40 % de niveau secondaire. Il faut noter ici que le niveau de scolarité de l'échantillon des Autochtones fréquentant Val-d'Or ou y résidant est plus élevé que celui de la population autochtone générale. Pour ce qui est de l'occupation, 57 % des personnes de passage ont un emploi,

2 % sont aux études, 3 % sont retraités et 38 % sont sans emploi. Chez les résidents, une proportion importante est aux études (21 %) alors que 47 % occupent un emploi, 2 % sont retraités et 30 % sont sans emploi.

Les participants ont répondu à un questionnaire portant, entre autres, sur leur identité sociale, leurs orientations d'acculturation (importance de conserver leur culture et importance de maintenir des contacts avec la majorité non autochtone), leurs attitudes à l'égard des non-autochtones et leurs relations avec eux.

4.2 Identité et sentiment d'appartenance

Lorsqu'on leur demande de choisir le terme qui les décrit le mieux, plus du tiers des résidents choisissent un terme générique, tel Autochtone (30 %) et membre des Premières Nations (5 %). Par contre, 18 % préfèrent le terme Algonquin, 14 % se définissent comme Cris et 14 % se reconnaissent dans le terme Métis. Du côté des personnes de passage, 15 % d'entre elles choisissent le terme Autochtone et 12 % l'expression membre des Premières Nations, 46 % se définissent comme Algonquins et 22 % comme Cris. On peut remarquer en outre que tant les résidents que ceux de passage s'identifient très fortement à leur groupe ethnoculturel (respectivement 9,17 et 9,72 sur une échelle de 0 à 10).

4.3 Orientations d'acculturation

L'acculturation est souvent conçue comme un processus unidimensionnel menant inéluctablement à l'assimilation à une nouvelle culture (par exemple, Gordon 1964). Toutefois, parallèlement à cette vision limitée de l'acculturation, une conception plus complexe et plus dynamique a été élaborée. Dans cette perspective, John Berry (1980; 1984) a proposé un modèle multidimensionnel d'acculturation qui décrit les aspirations culturelles des membres d'un groupe à partir de leurs attitudes à l'égard de leur propre groupe (importance de maintenir sa culture et son identité d'origine) et à l'égard des autres groupes (importance d'établir et de maintenir des relations avec les autres groupes). Ainsi, les orientations d'acculturation se distinguent selon l'importance accordée au maintien de la culture du groupe et au fait de maintenir des contacts avec les membres des autres groupes.

Des similarités et des différences apparaissent entre les résidents et ceux de passage et aussi en fonction des orientations d'acculturation privilégiées. Ainsi, les personnes de passage croient plus que les résidents à l'importance de maintenir la culture autochtone (respectivement 9,46 et 8,95 sur une échelle de 0 à 10). Par ailleurs, aucune différence n'est observée en ce qui concerne l'importance accordée au fait de maintenir des relations avec les non-autochtones (de passage : 7,96 ; résidents : 8,18 sur une échelle de 0 à 10). D'autre part, les résidents ont affirmé être plus en accord avec l'idée que l'on ne devrait prendre en compte que les caractéristiques individuelles des gens et non leur origine ethnique ou leur culture (8,20 sur une échelle de 0 à 10) que les personnes de passage (7,15).

4.4 Relations avec les non-autochtones

Sous un angle quantitatif, les personnes de passage ont autant d'amis ou de connaissances proches non-autochtones que les résidents. En effet, pour 62 % de personnes de passage et 75 % des résidents, les non-autochtones comptent pour la moitié ou plus de leurs amis ou connaissances proches. Toutefois, le fait d'habiter à Val-d'Or favorise les résidents en ce qui

concerne la fréquence des contacts : 33 % des résidents sont en contact quotidien (ou presque) avec leurs amis ou connaissances proches non-autochtones, alors que 19 % des personnes de passage sont dans la même situation.

Sous un angle qualitatif, les résidents et les personnes de passage sont à l'aise dans leurs relations avec les non-autochtones et entretiennent un faible niveau d'attitudes négatives envers eux. Les résidents présentent un niveau légèrement plus faible d'anxiété dans les contacts intergroupes (2,09 sur une échelle de 0 à 10) que celui des personnes de passage (2,69). De même, les résidents entretiennent des attitudes légèrement moins négatives envers les non-autochtones (3,31) que les personnes de passage (3,06). Par contre, les résidents ont une perception plus négative des relations entre Autochtones et non-autochtones à Val-d'Or (5,46) que celle des personnes de passage (4,76).

En ce qui concerne la perception de la discrimination envers les Autochtones à Val-d'Or, les résidents et les personnes de passage identifient le logement, les services sociaux, les services de police, l'emploi, les médias et la justice comme principaux domaines de discrimination. Les personnes interrogées s'entendent également pour désigner le service dans les commerces, l'éducation, les loisirs, les services de santé et les services municipaux comme les domaines où ils perçoivent des niveaux plus faibles de discrimination. Malgré tout, tant les personnes de passage que les résidents demeurent plutôt optimistes en ce qui concerne les relations avec les non-autochtones à Val-d'Or. En effet, ils estiment que les non-autochtones trouvent important de maintenir de bonnes relations intergroupes (résidents : 7,63 sur une échelle de 0 à 10; personnes de passage : 7,24).

4.5 Conclusion

Les Autochtones de Val-d'Or, tant les résidents que ceux de passage, présentent une identité ethnoculturelle forte, marquée par une grande fierté. Ils accordent également beaucoup d'importance au fait de maintenir la culture autochtone.

Sous un angle interindividuel, les Autochtones de Val-d'Or entretiennent des relations nombreuses et fréquentes avec des non-autochtones, qui sont souvent des amis ou des connaissances proches. De plus, ils éprouvent peu d'anxiété dans leurs contacts interculturels.

Par contre, en ce qui concerne les relations intergroupes, leurs perceptions sont plus ambivalentes. D'une part, ils soutiennent qu'il est important d'avoir des contacts avec les non-autochtones, leurs attitudes sont positives à l'égard des non-autochtones et ils perçoivent que ces derniers trouvent important de maintenir de bonnes relations avec les Autochtones. D'autre part, leur évaluation de la qualité des relations intergroupes à Val-d'Or est plutôt négative et ils perçoivent qu'il existe un niveau assez important de discrimination envers les Autochtones à Val-d'Or.

Les entrevues ont permis de mettre en lumière de nombreuses similarités entre les Autochtones résidant à Val-d'Or et ceux de passage. Les résultats permettent également de relever des différences importantes entre eux. Finalement, il faut souligner que le fait que l'échantillon ne soit pas représentatif constitue une limite de cette recherche.



Section 5 : Le racisme et la discrimination à l'égard des jeunes adultes autochtones vivant en milieu urbain au Québec

KIM O'BOMSAWIN, CANDIDATE À LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE, UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Mon projet de mémoire de maîtrise porte sur le racisme et la discrimination à l'égard des jeunes adultes autochtones vivant en milieu urbain au Québec. De manière plus générale, ma recherche s'intéresse aux causes et aux mécanismes qui interviennent dans le racisme et les discriminations, ainsi qu'aux problématiques vécues par les jeunes adultes autochtones qui vivent en milieu urbain. En voici les grandes lignes.

5.1 Le racisme à l'égard des Autochtones : une réalité bien peu documentée au Québec

Déjà, en 1996, le rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones soulignait le manque d'efforts consacrés à cerner et à satisfaire les besoins, les intérêts et les aspirations véritables des Autochtones vivant en milieu urbain. Pour la très grande majorité des Autochtones citadins présents aux audiences de la Commission, le racisme représentait l'un des aspects les plus difficiles de leur vie en milieu urbain (CRPA 1996). Les études qui documentent les inégalités entre les Autochtones et les allochtones sont nombreuses, mais la question du racisme et de la discrimination est presque absente de la littérature. Pourtant, il s'agit là d'un enjeu qui devra mériter davantage d'attention à mesure que s'accroît l'urbanisation des Autochtones au Québec.

En effet, le phénomène de migration des Autochtones des communautés vers les villes a débuté au Canada au début des années 1950, alors qu'au Québec celui-ci s'est observé qu'au tournant des années 1980. Cette migration plus tardive explique également pourquoi on ne compte qu'environ 30 % de la population autochtone dans les villes du Québec, contrairement au reste du Canada où plus de 50 % de la population autochtone s'est établie dans les régions urbaines (Lévesque 2003). Une étude menée par le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) soutient par ailleurs que l'accentuation de la présence autochtone a changé de façon radicale le paysage urbain de Val-d'Or, une ville auparavant homogène, provoquant ainsi « de l'inconfort, du malaise et même le rejet au sein de la population » (RCAAQ 2006 : 19). Par conséquent, étant donné que cette accentuation de la population autochtone dans les milieux urbains du Québec est relativement nouvelle, il s'agit d'une réalité qui demeure à ce jour très peu documentée. L'objectif de cette recherche est donc de mieux documenter et de mieux cerner le racisme à l'égard des Autochtones, en plus d'arriver à proposer des pistes de solutions qui permettraient de favoriser une meilleure intégration au milieu urbain.

5.2 Trois villes, 17 entrevues

Le corpus d'analyse de mon mémoire est constitué du contenu d'entrevues qualitatives menées auprès de 17 jeunes adultes autochtones réparties de la manière suivante : cinq entrevues à Montréal, six entrevues à Val-d'Or et six entrevues à Sept-Îles, pour un total de 10 femmes et 7 hommes âgés de 19 à 33 ans. Autant que possible, j'ai essayé de diversifier l'origine de mes répondants afin qu'ils reflètent le mieux possible la réalité

sociodémographique de chacun des milieux. Au total, j'ai rencontré trois personnes d'origine algonquaine, une d'origine algo-crie, deux d'origine crie, huit d'origine innue, une d'origine malécite, une d'origine inuite et une d'origine abénaquise.

Le choix des villes de Val-d'Or, Sept-Îles et Montréal a été motivé par différents facteurs. D'abord, ces trois villes ont vu leur population autochtone s'accroître très rapidement depuis les 20 dernières années, créant ainsi une toute nouvelle dynamique d'interaction entre les populations autochtones et non-autochtones. Par exemple, à Val-d'Or, la proportion de la population autochtone est passée de 2,5 % au milieu des années 1990 à 6,2 % en 2006 (Statistique Canada 2008). Par ailleurs, les villes de Val-d'Or et de Sept-Îles sont également des lieux de convergence importants pour les Autochtones qui habitent les communautés avoisinantes. Cela accentue encore davantage la présence autochtone dans ces villes. Le fait que les Autochtones résidant à Val-d'Or et à Sept-Îles appartiennent à des nations différentes de même qu'à des communautés diverses rend d'autant plus intéressant le choix de ces deux villes. Enfin, puisqu'il s'agit de l'endroit où l'on retrouve le plus grand nombre d'autochtones citadins, le choix de Montréal s'est imposé. D'après le recensement de 2006, la population autochtone à Montréal se chiffre à 17 865 personnes, ce qui représente plus de 16 % de la population autochtone du Québec.

Le repérage des répondants s'est effectué de façon différente dans les trois villes. À Val-d'Or, j'ai reçu l'aide du Centre d'amitié autochtone afin de recruter les participants. À Sept-Îles, c'est avec l'aide de différents intervenants du Cégep ainsi que du Centre d'amitié autochtone que j'ai pu trouver les candidats. À Montréal, le choix des répondants s'est davantage effectué à partir de la méthode « boule de neige », soit à partir de personnes qui m'ont recommandé d'autres personnes.

5.3 Quelques faits saillants

Bien que la recherche se soit déroulée dans trois milieux bien distincts, il est important de spécifier qu'il ne s'agit pas d'une étude comparative des expériences du racisme et de la discrimination entre les Autochtones de Val-d'Or, de Sept-Îles et de Montréal, mais bien d'une étude exploratoire générale des formes du racisme à l'égard des Autochtones dans les milieux urbains québécois. La ville d'établissement représente donc l'une des variables qui nous permettront de saisir les différences éventuelles dans les expériences du racisme, au même titre que l'origine autochtone, le sexe ou bien le nombre d'années vécues en ville.

Au moment de présenter cette communication, je commençais l'analyse des données recueillies lors des entrevues effectuées à Val-d'Or, à Sept-Îles et à Montréal. Je ne pouvais donc pas à ce stade tirer de grandes conclusions, mais je tenais quand même à faire part de certains faits saillants, voire mes premières observations générales. D'abord, un des éléments les plus marquants qui est ressorti durant les entretiens est la discrimination dans l'accès au logement, la totalité des répondants ayant vivement dénoncé cette forme de discrimination. Plus concrètement, 9 des 17 répondants ont dit s'être déjà fait refuser un logement au moins une fois dans leur vie en raison de leur origine autochtone. Le reste des répondants qui n'ont pas vécu directement cette forme de discrimination ont tous reconnu que la discrimination dans l'accès au logement était très présente dans leur ville, surtout à Val-d'Or et Sept-Îles, mais également à Montréal dans une moindre mesure.

Bien que moins de répondants aient affirmé avoir déjà vécu de la discrimination en emploi, celui-ci demeure néanmoins un des secteurs où le racisme à l'égard des Autochtones est le

plus présent. Il est également intéressant de souligner que plusieurs répondants ont toujours occupé des emplois au sein d'organisations autochtones ou encore au sein d'entreprises dirigées par des Autochtones. Plusieurs d'entre eux ont également affirmé qu'ils ne souhaitaient pas travailler pour des non-autochtones, souvent par manque d'intérêt, mais également par crainte, comme en témoigne cette jeune femme de Sept-Îles : « Je n'ai jamais travaillé pour des non-autochtones parce que j'avais peur. »

Les résultats préliminaires de cette recherche m'ont également permis d'identifier certains facteurs faisant obstacle à l'intégration des jeunes adultes autochtones dans les villes. Parmi ceux-ci, j'ai pu remarquer que les répondants qui ont pour langue maternelle une langue autochtone étaient beaucoup plus sujets à être victimes de discrimination que les Autochtones dont la langue maternelle est le français. Ces derniers arrivent à passer beaucoup plus inaperçus parce qu'ils n'ont aucun accent lorsqu'ils parlent français. Aussi, la barrière de la langue pose également plusieurs obstacles à l'école, où plusieurs étudiants ont dit éprouver beaucoup de difficulté en français. Cette barrière institutionnelle crée souvent une situation de marginalisation chez les étudiants autochtones qui voient ainsi leur intégration fortement compromise.

À l'opposé, ces premiers résultats m'ont également permis d'identifier certains facteurs pouvant favoriser une bonne intégration. Par exemple, le fait de pratiquer une activité sportive semble influencer grandement sur la capacité des jeunes à s'intégrer à leur nouveau milieu de vie. En effet, de tous les répondants, ce sont ceux qui ont fait partie d'une équipe sportive (autochtone ou non-autochtone) qui semblent avoir le mieux « survécu » aux difficultés liées à l'intégration en milieu urbain. Les répondants faisant partie d'équipes sportives ont mentionné que le sport agit très positivement sur la confiance et l'estime de soi, permet d'élargir le réseau de connaissances et d'amis, en plus de les tenir à l'écart de la consommation de drogue et d'alcool souvent très présente dans leur entourage.

En conclusion, ces premiers résultats montrent que le racisme à l'égard des jeunes adultes autochtones en milieu urbain au Québec se manifeste à plusieurs endroits : école, marché du travail, logement, espaces publics, etc. On remarque aussi que certaines personnes sont plus à risque de subir du racisme que d'autres. De la même manière, ce sont les personnes vulnérables qui doivent composer avec les conséquences de la discrimination, alors que les personnes mieux outillées (par exemple les sportifs dont nous venons de parler) vivent également de la discrimination, mais arrivent assez facilement à en diminuer l'impact sur leur vie. En conséquence, nous souhaiterions évidemment mettre l'accent sur l'importance de la lutte au racisme dans notre mémoire de maîtrise, mais aussi, et surtout, sur l'*empowerment* des individus comme outil de lutte au racisme.

Bibliographie

COMMISSION ROYALE SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES (CRPA). 1996. *Rapport de la Commission royale sur les Peuples autochtones*. Commission royale sur les peuples autochtones, Ottawa. [chapitres 7-8]. www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/sg/cg_f.html, Consulté le 2007-09-17.

LÉVESQUE CAROLE. 2003. La présence des Autochtones dans les villes du Québec : mouvements pluriels, enjeux diversifiés, in David Newhouse et Evelyn Peters (dir.), *Des gens d'ici : les Autochtones en milieu urbain* : 25-37. Ottawa : Projet de recherche sur les politiques.

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ). 2006. *Les Autochtones en milieu*

Section 6: Aboriginal People and the Cities: a Review of the Literature

CHRISTINE BAILLARGEON, CANDIDATE AU DOCTORAT EN ÉTUDES URBAINES, INRS-CENTRE UCS

In Canada, it is estimated that 57 % of the Aboriginal population now live in cities (Cardinal 2006). The following is a synthesis of approximately thirty works by academics, practitioners, activists and public servants who are interested in this fairly recent phenomenon. It is divided into three themes: demographics and mobility, living conditions, and policy programs and services.

6.1 Mobility and Demographics

Peters (2005) uses 2001 census data to demonstrate how the percentage of Aboriginal people living in Canadian cities went from 7 % in 1951 to 49 % in 2001. Jaccoud and Brassard (2003) state that the migration to urban centers began towards the end of the 1960's. Quebec's situation is different in the sense that 90 % of the Aboriginal population living in its cities were born in their communities and still have close ties with them, which is not the case in many western cities (Lévesque 2003).

While higher fertility rates (in comparison to non-Aboriginal women) do account for part of the Aboriginal population increase in general, they cannot account for all of it. Guimond (2003) notes that migration from reserves to cities, (8 % of the total increase between 1986 and 1991) cannot account for the important growth in numbers of Aboriginal people in urban centers. Counter to what migration theory might have predicted, these native population increases in cities were not accompanied by a population decrease in rural areas or reserves; rather, an overall increase was observed (Graham and Peters 2002).

According to Guimond, "for the two largest Aboriginal identity populations, close to half of the growth witnessed between 1986 and 1996 is due to ethnic mobility. In urban areas, the contribution of ethnic mobility to the population growth could be as high as 60 percent!" (2003: 43). Graham and Peters (2002) give several reasons for this increased ethnic mobility, the first being the 1985 reinstatement (through Bill C-31) of persons who had lost their Indian Status through discriminatory regulations in the Indian Act. There is also the fact that many Indian and Métis people living in urban areas began self-identifying as Aboriginal in the 1990's, as increased public attention to Aboriginal issues may have improved the overall self-perception of Aboriginal people (Guimond 2003). Finally, children are increasingly born of parents with heterogeneous backgrounds, and they can ultimately choose to identify with the ethnic origin that they prefer (Guimond 2003) (when in the past, they may not have had the choice).

M.J. Norris and S. Clatworthy (2003) used census data to identify the migration patterns of Aboriginal peoples. They found that Registered Indians residing off-reserve were more likely to move than reserve Indians or the Canadian population in general, and that this mobility was especially high in Canada's large cities (Norris and Clatworthy 2003). An interesting finding was that in reserves where economic development was high, so were migration rates "due to the interconnectedness with the off-reserve labour market and broader economy" (Norris and Clatworthy 2003: 70).

6.2 Living Conditions

Siggner and Costa's census analysis (2005) shows that one third of urban Aboriginals are under age 15 and over half are women, many single parents and most are undereducated (2005). Carter (2004) states that Aboriginal people living in cities are more than twice as likely to live in poverty as non-Aboriginal people. Khosla states that "La pauvreté de celles-ci [Aboriginal women] est liée au colonialisme et au racisme, à l'absence d'un revenu stable et raisonnable, à l'absence de logements sécuritaires à prix accessibles et à des problèmes de santé" (2005:4). Graham and Peters (2002) state however that Aboriginal characteristics range widely from city to city, and they are not uniformly "disadvantaged". They maintain that while the majority of the statistics place urban Aboriginals at an economic disadvantage, this population is diverse and there is evidence of a growing Aboriginal middle class (2002). Of course, barriers to hiring and employment remain, including racial discrimination (Carter 2004). In her study of Montreal women, Lévesque found that the majority of them who were employed held jobs in Aboriginal organizations (2003).

The interviews revealed that key factors in settlement choices included the cost of housing and the location of other Aboriginal people (Lévesque 2003). Peters and Starchenko (2005) discovered that the cost of housing within a neighborhood can appear to be a major determinant of where single origin Aboriginal people live; it is less a factor with people of multiple Aboriginal origins (who tend to have greater economic success) (Maxim, Keane and White 2003). Housing was also the greatest concern for newly arrived migrants to Winnipeg, according to Distasio's 2004 report.

In the study conducted by the RCAAQ, the many needs of native urban dwellers in the realms mentioned so far, such as healthcare, education, employment, housing etc, were explored. Nevertheless, the most salient element of their analysis was the need for community expressed by the majority of the respondents. They identified community building as a way to create a support system in their new living spaces, and as a motor for interactions with other Aboriginal people. The urban setting is also especially receptive to traditionalist movements, and this is demonstrated by holistic approaches in organizations that emphasize culture and the revival of indigenous customs and beliefs (Janovicek 2003). The growing Aboriginal civil service sector reflects the growing population in the city. These centers attract individuals from different native communities and foster exchanges and networking that extend beyond Montreal (Lévesque 2003). In the RCAAQ's report, it is not surprising that what came across is that the city plays an important role for networking, meeting, organizing.

6.3 Polices, Programs and Services

During the Public Hearings for the Royal Commission on Aboriginal People, it was said that certain services available to non-Aboriginal people in urban areas were sometimes difficult to get because provincial governments assumed that the federal government should provide these services (Peters 2006). This fact is repeated in many of the works on Aboriginal urban populations. In addition to this, Aboriginal people are not typically included in the discussions on their social, economic and cultural services (Cardinal 2006). Todd (2003) has more positive outlook, claiming that various models of Aboriginal urban governance have been under discussion lately, around the organization and evaluation of Aboriginal centered projects and programs. As Rahder and Milgrom (2004) suggest, when Aboriginal peoples

begin to see their contributions to the city represented in the urban landscape through tangible processes and outcomes, participation in all aspects of planning and municipal affairs will likely increase.

Graham and Peters suggest giving the provinces more jurisdictional responsibility (altering the *Indian Act*) so that they can help resolve urban Aboriginal issues in their cities and therefore ensure sustainability (2002). Graham also pushed for more accountability on the part on band governments to address the concerns of their off-reserve band members (2002).

6.4 Conclusion

The literature thus far has concentrated on the difficulties that Aboriginal people face when living in urban environments. A comprehensive analysis of the positive impacts that this urban transition is having, not only for city residents, but for the Aboriginal communities and reserves, is lacking. Also missing but greatly needed is a detailed contextualization of Aboriginal people's history and relationship with cities. Their contemporary interactions with the city are multiple and diverse, and over time this has inevitably influenced their identities and worldviews. Cities, where most Aboriginal organizations are based, could be considered the "hosts" of Aboriginal claims and political movements. As with the influx of Native people to the city, these organized groups and networks are also growing in number. The city is a place where Aboriginal people who come from dispersed areas can gather together for events, meetings and celebrations. The city is also often the gateway for Aboriginal negotiations with the state and communication with the international community. In contrast to Richard Desjardin's film *Le Peuple Invisible*, the city is a space where Aboriginal people's presence becomes visible to the non-aboriginal Canadian population, where interactions are inevitable. How these interactions are reshaping the landscapes of cities, reserves, and their populations in the context of globalization remains to be seen. As Weibel-Orlando (2003: 492) asserts, the work of documenting, interpreting and understanding Aboriginal people's urban experiences has just begun.

Bibliographie

- CARDINAL N. 2006. The exclusive city: identifying, measuring, and drawing attention to Aboriginal and Indigenous experiences in an urban context, *Cities* 23: 217-228.
- CARTER T., POLEVYCHOK C., SARGENT K. AND M. SEGUIRÉ. 2004. "Scoping" research on issues for municipal governments and Aboriginal people living within their boundaries. Ottawa: Federation of Canadian Municipalities.
- DISTASIO J. AND C. SYLVESTRE. 2004. *First Nations/Métis/Inuit mobility study: Final report*. Winnipeg: Institute of Urban Studies.
- GRAHAM KATHERINE A.H. AND EVELYN PETERS. 2002. *Aboriginal Communities and Urban Sustainability*. Canadian Policy Research Networks. www.cprn.org/doc.cfm?doc=163&l=en, Accessed 2008-10-01.

- GUIMOND ERIC. 2007. Fuzzy Definitions and Population Explosion: Changing Identities of Aboriginal Groups in Canada, in David Newhouse and Evelyn Peters (Eds.), *Not Strangers in These Parts: Aboriginal People in Urban Areas*: 35-49. Ottawa: Privy Council Office.
- HANSELMANN C. 2003. Ensuring the Urban Dream: Shared Responsibility and Effective Urban Aboriginal Voices, in David Newhouse and Evelyn Peters (Eds.), *Not Strangers in These Parts: Aboriginal People in Urban Areas*: 166-177. Ottawa: Privy Council Office.
- HOWARD-BOBIWASH H. 2003. Women's Class Strategies as Activism in Native Community Building in Toronto, 1950–1975, *American Indian Quarterly* 27(3-4): 566-582.
- JACCOUD MYLÈNE AND RENÉE BRASSARD. 2003. The Marginalization of Aboriginal Women in Montréal, in David Newhouse and Evelyn Peters (Eds.), *Not Strangers in These Parts: Aboriginal People in Urban Areas*: 131-146. Ottawa: Privy Council Office.
- JANOVICEK NANCY. 2003. “Assisting our own”: Urban Migration, Self-Governance, and Native Women's Organizing in Thunder Bay, Ontario, 1972-1989, *American Indian Quarterly* 27 (3-4): 548-565.
- JANOVICEK NANCY. 2003. Keeping the Campfires Going: Urban American Indian Women's Community Work and Activism, *American Indian Quarterly* 27(3-4): 548-565.
- JOJOLA TED. 2008. Indigenous Planning. An Emerging Context, *Canadian Journal of Urban Research* 17 (1): 37-47.
- KHOSLA PRABHA. 2005. *La pauvreté chez les femmes en milieu urbain*. www.nnewh.org/..., Accessed 2008-10-23.
- LANE MARCUS B. AND MICHAEL HIBBARD. 2005. Doing It for Themselves. Transformative Planning by Indigenous Peoples, *Journal of Planning Education and Research* 25: 172-184.
- LÉVESQUE CAROLE. 2003. The Presence of Aboriginal Peoples in Quebec's Cities: Multiple Movements, Diverse Issues, in David Newhouse and Evelyn Peters (Eds.), *Not Strangers in These Parts: Aboriginal People in Urban Areas*: 23-34. Ottawa: Privy Council Office.
- MAXIM PAUL S., KEANE CARL AND JERRY WHITE. 2007. Urban Residential Patterns of Aboriginal People in Canada, in David Newhouse and Evelyn Peters (Eds.) *Not Strangers in These Parts: Aboriginal People in Urban Areas*: 79-91. Ottawa: Privy Council Office.
- NEWHOUSE DAVID. 2007. The Invisible Infrastructure: Urban Aboriginal Institutions and Organizations, in David Newhouse and Evelyn Peters (Eds.), *Not Strangers in These Parts: Aboriginal People in Urban Areas*: 243-253. Ottawa: Privy Council Office.
- NORRIS M.J. AND S. CLATWORTHY 2003. Aboriginal mobility and migration within urban Canada: Outcomes, factors and implications, in David Newhouse and Evelyn Peters (Eds.) *Not Strangers in These Parts: Aboriginal People in Urban Areas*: 51-78. Ottawa: Privy Council Office.
- PETERS E. 1992. Self-government for Aboriginal people in urban areas, *Canadian Journal of Native Studies* 12(1): 51-74.
- PETERS E. 1998. Subversive Spaces: First Nations Women and the City, *Environment and Planning (Society and Space)* 16: 665-685.
- PETERS E. 2000. “The Two Major Living Realities”: Urban Services Needs of First Nations Women in Canadian Cities, in K. B. Miranne and A. H. Young (Eds.) *Gendering the City: Women, Boundaries and Visions of Urban Life*: 41-62. Boston: Rowman and Litterfield.

- PETERS E. 2006. "[W]e do not lose our treaty rights outside the ... reserve": Challenging the Scales of Social Service Provision for First Nations Women in Canadian Cities, *Geojournal* 65: 315-327.
- PETERS E. 2007. *Urban reserves*. Vancouver: National Centre for First Nations Governance.
- PETERS E. AND O. STARCHENKO. 2006. Changes in Aboriginal Settlement Patterns in Two Canadian Cities: A comparison to Immigrant Settlement Models, *Canadian Journal of Urban Research* 14 (2): 315-337.
- PETERS E. AND R.C. WALKER. 2005. Indigeneity and marginalisation: planning for and with urban Aboriginal communities in Canada, *Progress in Planning* 63 (4): 327-404.
- RAHDER B. AND R. MILGROM. 2004. The uncertain city: making space(s) for difference, *Canadian Journal of Urban Research (Supplement)* 13(1): 27-45.
- REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONE DU QUÉBEC (RCAAQ). 2007. *Évaluation des besoins des autochtones qui composent avec la réalité urbaine de Montréal*. www.rcaaq.info/index_fr.html, Accessed 2008-10-02.
- ROYAL COMMISSION ON ABORIGINAL PEOPLES. 1996. Urban perspectives in *Report of the Royal Commission on Aboriginal Peoples*: vol. 4, chapter 7. Ottawa: Minister of Supply and Services.
- SALÉE DANIEL, NEWHOUSE DAVID AND CAROLE LÉVESQUE. 2006. *Quality of life of Aboriginal people in Canada: An analysis of current research*. Montreal: Institute for Research on Public Policy.
- SIGGNER ANDREW J. AND ROSALINDA COSTA. 2005. *Aboriginal Conditions in Census Metropolitan Areas, 1981-2001*. <http://dsp-psd.tpsgc.gc.ca...>, Accessed 2008-10-01.
- TODD ROY. 2007. Urban Aboriginal Governance: Developments and Issues, in David Newhouse and Evelyn Peters (Eds.), *Not Strangers in These Parts: Aboriginal People in Urban Areas*: 255-265. Ottawa: Privy Council Office.
- WALKER RYAN. 2003. Engaging the urban Aboriginal population in low-cost housing initiatives: lessons from Winnipeg, *Canadian Journal of Urban Research* 12(1) Supplement: 99-118.
- WALKER RYAN. 2008. Improving the Interface between Urban Municipalities and Aboriginal Communities, *Canadian Journal of Urban Research* 17(1): 20-36.
- WALKER RYAN. 2008. Social Housing and the Role of Aboriginal Organizations in Canadian Cities, *IRPP Choices* 14(4): 1-18.
- WEIBEL-ORLANDO JOAN A. 2003. Introduction to "Keeping the Campfires Going: Urban American Indian Women's Community Work and Activism", *American Indian Quarterly* 27(3-4): 491-504.
- WILSON K AND E. PETERS. 2005 "You can make a place for it." Remapping Urban First Nations Spaces of Identity, *Environment and Planning (Society and Space)* 23: 395-413.
- WOTHERSPOON TERRY. 2007. Prospects for a New Middle Class Among Urban Aboriginal People, in David Newhouse and Evelyn Peters (Eds.), *Not Strangers in These Parts: Aboriginal People in Urban Areas*: 146-154. Ottawa: Privy Council Office.



Section 7: Working Towards the Coproduction of Knowledge: the Experience of a Research Partnership Involving Aboriginal People in Québec Cities

CAROLE LÉVESQUE, PROFESSEURE INRS, DIRECTRICE DE DIALOG

ÉDITH CLOUTIER, PRÉSIDENTE, REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONE DU QUÉBEC

JULIE CUNNINGHAM, COORDONNATRICE, RÉSEAU DIALOG

The public launching of the Community-University Research Alliance (CURA) ODENA: Aboriginal People in Québec Cities was held on September 18, 2009. Granted funding for five years (2009-2014) from the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada (SSHRC), this research alliance brings together the Québec Native Friendship Centre movement, the DIALOG network and university partners such as Institut national de la recherche scientifique in order to develop knowledge useful to urban Aboriginal communities in Québec. The main objectives of this undertaking are twofold: 1) to broaden and renew the current understanding of the social, economic, political and material context in which the urban Aboriginal population in Québec is evolving; and 2) to point the way towards the future development of public policies that are more closely adapted to the challenges and problems experienced by urban Aboriginal people. For the initiators of ODENA, this article is a much appreciated opportunity to share its experience with the members of DIALOG network.

7.1 The DIALOG Network: Setting the Stage for ODENA

Although the ODENA research alliance has recently received funding, it should be pointed out that the partnership between the Québec Native Friendship Centre movement and DIALOG has a much longer history. Indeed, the Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ), the provincial association of Native friendship centres and the main political voice of Aboriginal people living in Québec urban areas, has been a DIALOG partner since 2004. The DIALOG–Research and Knowledge Network Relating to Aboriginal Peoples was itself created in 2001 after discussions were held between a number of representatives of Aboriginal peoples and academics. This conversation produced a consensus on the need to establish a mediating structure in Québec between Aboriginal institutions and researchers. In particular, there was clear agreement in both milieus on the need: 1) to transform Aboriginal-academic relations; 2) to support and conduct research in a manner that is meaningful and useful to Aboriginal people; and 3) to ensure that the latter's worldviews are integrated into the development of research methodologies and analytical frameworks.

Therefore, right from the start, DIALOG members and Aboriginal partners considered, negotiated and experienced the different facets of the tensions between knowledge and power, specifically in the context of interdisciplinary and community-university teamwork. Together, they innovated by finding ways to conceptualize and frame issues relating to Aboriginal peoples by systematically including the literature produced by Aboriginal peoples and by looking at the various ethical and epistemological challenges of community-based research through Aboriginal eyes. In short, it was through collective efforts deployed to fulfill DIALOG's mandate regarding the coproduction of knowledge and by fostering joint initiatives contributing to the development of shared research agendas that the idea arose to design a community-university research alliance meeting the particular aspirations and needs of

Aboriginal people in Québec cities. Today, sixteen academics with various disciplinary background (geography, sociology, psycho-education, anthropology, political science, criminology, law, biology, social work) from five Québec universities and representatives of seven Native friendship centres (Val-d'Or, Senneterre, Chibougamau, Sept-Îles, Lanaudière, Montréal, La Tuque) and the RCAAQ belong to ODENA, which means “the city” in the Algonquin language.

7.2 ODENA Research Themes, Characteristics and Principles

Consultations on the selection and application of the CURA's various research components began back in 2007 at the stage of the letter of intent. Four crossdisciplinary research themes were very quickly identified: identity, mobility, quality of life and governance. More specifically, this means that issues linked but not limited to poverty, health, racism, self-determination, security, housing access, child development, criminality, educational attainment, territorial development and management will at one time or another be a topic of research over the next five years. Closely corresponding to the CURA program objectives, it was clear from the outset that the decision to pool expertise, knowledge and experience had one ultimate goal: “improving Aboriginal people's quality of life by better targeting services and programs and supporting the social, cultural, political and economic development initiatives implemented by leaders and practitioners.” One of the main tasks of the co-directors and coordinators is now to nurture the sense that researchers and practitioners from the friendship centres are both part of a collective undertaking working to achieve this very specific goal. This point needs to be stressed repeatedly not only internally but also externally: it is crucial to clarify for as many people as possible what is at stake in ODENA and which directions and approaches are being highlighted to address the issues. Accordingly, it was agreed that the partnership was to be based on seven core principles.

- The principle of equality structures the functioning of every dimension of our alliance: starting with the governance structure, along with every committee set up to achieve research, training or knowledge mobilization objectives, equal representation/participation of community-university partners is encouraged. Aboriginal partners are no longer objects of research in our project; rather, they are equal stakeholders and will be conducting research and interpreting the data as much as researchers will.
- Mutual recognition of each other's knowledge and knowhow is at the heart of our partnership. Ensuing from this statement is the idea that academics are not the sole holders of relevant expertise and that fieldwork intelligence is essential to an accurate understanding of the issues and to defining adequate interventions.
- Accessibility and sharing are principles linked to the partners' commitment to set up the tools (liaison updates, briefs, memos, data banks, reports, research summaries, policy recommendations, interactive maps, CD-ROMs, etc.)
- Appropriate conditions to ensure the circulation and sharing of information benefiting all ODENA members.
- Evaluation is also considered a pillar of our partnership in the sense that a reflective process will be set up for every meeting between researchers and Aboriginal collaborators in order to maximize the alliance's epistemological and methodological contributions.

- Consensus orients the decision-making process: opinions regarding matters to be decided will be shared openly and all perspectives flowing from this exchange shall enlighten final choices.
- The last principle grounding the alliance is a holistic vision, which informs our research questions, methodologies, analytical frameworks, interpretations, and so on. This principle stems from the fact that the Native friendship centres' practices are based on this approach, which refers to the importance of taking into account the multiplicity of factors influencing an individual or collective situation in order to determine the appropriate course of action.

To summarize, seven principles mirror our collective understanding of what ODENA should be. In the very near future, a charter more concretely explaining what these principles mean in specific situations will be drafted as a way to de-personalize decision-making and to formalize the commitment to our main objectives.

7.3 Challenges and Future Works and Activities

We are also at the stage of preparing a plan of action that will outline in great detail every ODENA research, training and knowledge mobilization activity over the next five years, which is quite exciting. Now, no matter how much we trust each other, the act of working collaboratively is bound to go through ups and downs. One of the challenges we face relates to the creation of a common language that will enable us to communicate more straightforwardly, with a relative certainty that meaning gets through multilaterally. Creating this language is important because not everyone in our team has equal experience in working collaboratively across disciplines, institutions and milieus, and getting to know each others' backgrounds, opinions, interests, and constraints takes a tremendous amount of time. It is a fact that not everyone associates the same meaning with words, not to mention concepts! In this respect, the presence of effective and experienced facilitators is highly valuable, and helps to keep the crew of the boat going in the same direction, as it were, and focusing on constructive dialogue. It is also true that, on the individual level, some people are more patient and better listeners than others, and these are crucial qualities to develop through every stage of the project. Furthermore, people do not have identical ways of learning. This might seem obvious but this acknowledgement needs to translate into actions that take us in and out of our comfort zones: working collectively should involve the use of as many vehicles as possible to transmit knowledge, information and ideas as a way to ensure that the project remains as inclusive as possible.

Nevertheless, ODENA members can draw inspiration to meet these challenges from their experience in DIALOG, for instance within the context of DIALOG's Nomadic University. Beyond the fact that this university's sessions are held in various places (Mexico in 2008, Montréal and Val-d'Or in 2009, Brest and Edmonton in 2010), it is designed to bring Aboriginal partners, scholars, students, policy-makers, government representatives and the general public together around one or many related issues, for a specific purpose: to create the time-space for collective learning through continuous interactions and frank discussions about meaning, power relations, knowledge, practice and relationships in the context of issues relating to Aboriginal peoples. Our past experiences have demonstrated how rich in learning this experience can be. The future definitely holds out promises for ODENA and the people who are part of it.

